

## **Les capacités politiques à travers l'expérience du développement dans les Monts Mandara, Cameroun**

**Tom de Herdt**, Institute of Development Policy and Management  
University of Antwerp, Belgique, [tom.deherdt@ua.ac.be](mailto:tom.deherdt@ua.ac.be)  
**Séverin Abega** †, Université Catholique de l'Afrique Centrale,  
Yaounde, Cameroun

### **Introduction**

La pensée d'Amartya Sen a permis de renouveler considérablement la réflexion sur le développement de plusieurs manières. D'un côté, ses prises de position permettent de renforcer les analyses qui font des gens les principaux acteurs de leur propre développement. De l'autre, il permet d'approfondir le débat par l'emphase qu'il met sur de nouveaux outils conceptuels tels que les notions de capacités et d'agencité. Nous essayons à notre tour de tester ces outils pour analyser une expérience de développement menée dans la partie septentrionale du Cameroun<sup>1</sup>. Nous nous appuyons sur ces concepts afin de donner une illustration concrète aux notions de capacité et d'agencité collective. Ainsi, à côté de l'intérêt théorique qu'offre la discussion de ces concepts, transparait aussi une dimension pratique de recherche-action sur la base d'observations de terrain permettant d'offrir un laboratoire d'application aux instruments théoriques.

L'étude de cas dont nous utilisons ici le matériau illustratif fait partie d'une recherche plus large comprenant plusieurs études de cas

---

<sup>1</sup> Une partie de cette étude est basée sur un projet de recherche financé par le Vlaamse Interuniversitaire Raad. Nous exprimons aussi notre reconnaissance pour la participation active de l'ONG dont nous avons étudié les activités. Pour des raisons de discrétion, son identité a été dissimulée. Ce texte fait partie d'une recherche plus approfondie sur la pauvreté et la division sociale et s'inspire beaucoup d'un courant ininterrompu de discussions fertiles que nous avons eues dans ce cadre, surtout avec Johan Bastiaensen.

(Bastiaensen et. al. 2005). Son objectif était d'explorer la manière dont les actions de développement s'articulaient avec les processus institutionnels locaux. L'étude a été préparée au cours d'un séminaire regroupant tous les chercheurs impliqués. En définissant la méthode de recherche, nous avons pu combiner les fruits d'une certaine littérature sur la méthodologie de l'étude de cas (Lavigne Delville et al., 2000 ; Thomas et al., 1998; Bierschenk & Olivier de Sardan, 1997) avec le savoir 'expérimenté' et expérimental des chercheurs. Bien que la méthodologie de recherche ait été 'commune' à toutes les études de cas, elle a été définie d'une façon suffisamment 'ouverte' pour permettre une flexibilité par rapport aux possibilités et aux difficultés spécifiques rencontrées sur chaque site (De Herdt et al. 2004). Nous avons subdivisé le travail de terrain en trois phases. Dans la première phase, nous avons essayé d'identifier les structures institutionnelles de la localité par rapport à leur importance comme déterminants des privations en capacités. En second lieu s'est tenu un séminaire qui a surtout servi à la préparation de la troisième phase, pendant laquelle des hypothèses de recherche plus orientées furent examinées à travers des méthodes de recherche spécifique. Nous avons consacré neuf semaines/hommes au travail de terrain.

L'ONG (ci-après nommée: l'ONG) dont nous avons étudié les activités est l'une des grosses ONG camerounaises à l'échelon national. Sa direction générale est à Yaoundé. Elle intervient dans plusieurs provinces du Cameroun. Le « projet oignons » dont il est question ici, n'est que l'une des activités dans lesquelles elle s'implique. Le projet comprend des activités tant dans le domaine de la production que dans celui de la commercialisation. En conformité avec les règles internationales en la matière, le « projet oignons » a tiré substance d'un séminaire participatif organisé avec tous les acteurs concernés. Dans sa phase 'pilote', l'ONG a choisi de travailler dans plusieurs villages de la province de l'Extrême Nord, chacun d'eux étant situé dans une zone écologique différente. Le village de Moskota où nous avons réalisé notre travail de terrain a été l'un des villages pilotes de ce projet. Nous avons opté pour une étude approfondie de Moskota parce que l'ONG

le définissait comme ‘un village dynamique’ et que l’un des membres de l’équipe des chercheurs (Abega) était déjà familiarisé avec la région.

Moskota est habité par les Mafa. Les Mafa ont une longue histoire de vie précaire dans ce qui est généralement désigné sous le nom de Monts Mandara dans la Province de l’Extrême Nord du Cameroun (Boutrais et al, 1984). L’appellation Monts Mandara est assez explicite en elle-même, puisqu’elle renvoie aux ennemis éternels des Mafa, les Mandara, une minorité occupant une situation politique dominante dans la région. Les Mandara ont vécu en paix avec les Foulbé musulmans qui ont occupé les grandes plaines et les centres urbains de la province. En fait, toute la région faisait partie d’un sultanat plus grand s’étendant du nord du Nigéria au nord du Cameroun, où les Foulbé et leurs alliés s’adonnaient, entre autres activités, à la chasse aux esclaves. Ainsi, jusqu’à très récemment, les Mafa n’ont pu vivre en paix et, naguère, échapper aux chasseurs d’esclaves qu’au prix d’un isolement prononcé dans leurs montagnes déjà si densément peuplées<sup>2</sup>. Les origines de Moskota peuvent remonter à une phase antérieure dans une dynamique d’intégration dans une société plus large. Moskota est l’un des villages qui se créent il y a quelques 50 ans dans le noman’s land qui existait entre les montagnes occupées par les Mafa et les zones dominées par les Mandara. Le nord du Cameroun ne devient économiquement intéressant que dans la seconde moitié du vingtième siècle, au zénith de l’ère coloniale, quand il apparaît que les plaines se prêtaient bien à la culture du coton. Il y avait alors une énorme force de travail disponible dans les montagnes, à condition que la région fut suffisamment pacifiée. Ce processus se produisit au cours des années cinquante quand les gens se mirent à descendre des montagnes ‘sûres’

---

<sup>2</sup> On parle souvent des Mafa comme des ‘Matakam’, terme qui viendrait du fulfude ‘Mettayaman’, des gens primitifs et nus, et pour cette raison, inférieurs. Les Fulbé avaient aussi un terme général pour tous les montagnards : ils les appelaient ‘kirdi’ (paiens), ou ‘tous ceux qui sont non-musulmans et pouvaient de ce fait être soumis à l’esclavage’ selon la loi coranique (Muller-Kosack 1999)

pour s'installer dans les piémonts<sup>3</sup>. Au cours de la même période, les missionnaires chrétiens commencèrent à s'installer dans le sillage du système colonial. Ils jetèrent les bases d'un processus d'émancipation des 'kirdi' (littéralement: païens), comme les appelaient les musulmans.

Les dernières informations disponibles sur les montagnards, et en réalité, sur la province toute entière suggèrent une pauvreté persistante. Le Grand Nord en général (qui se compose des provinces de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua) présente des performances systématiquement faibles par rapport aux autres régions du pays. Si on compare les données disponibles de 1990 et 2000, cette région n'a pas non plus su profiter des progrès réalisés par le Cameroun en général durant les années 1990. En 1995, le gouvernement du Cameroun (2002) mentionne un taux de scolarisation des adultes d'à peine 27% dans la zone rurale de la province, tandis que la moyenne provinciale est de 40%. De plus, notre propre expérience de terrain nous enseigne que même cette moyenne n'est pas atteinte dans les Monts Mandara, et qu'il est de facto presque impossible d'interviewer les femmes en français. A Moskota, nous n'avons pas trouvé une seule femme capable de tenir une conversation simple en français (la langue scolaire) : qu'est-ce qui rend donc la pauvreté si présente ici ? Les données que nous avons rassemblées sur le terrain apportent des éléments de réponses à cette question à partir des capacités politiques des montagnards appréhendées dans une perspective historique.

### Première partie : **La dimension collective des capacités**

L'histoire intellectuelle du concept de "capacités collectives" débute, comme beaucoup de concepts scientifiques, par certains points

---

<sup>3</sup> Même jusqu'à ce jour, les gens tentent de garder un contrôle sur certaines terres dans les montagnes, pour garder, littéralement, une position de 'repli' dans leurs négociations avec la société camerounaise.

de clarification (Sen 2002 : 85). De l'exercice des capacités de base d'une personne découle son agencéité, c'est-à-dire la capacité de cette personne à être et agir en tant qu'acteur social ; l'agrégation des acteurs sociaux permet la formation d'une capacité collective, qui elle-même rend possible l'action collective.

Dans sa réponse à l'assertion d'Evans (2002) selon laquelle la réalisation des capacités individuelles dépend des capacités collectives, Sen note que l'on devrait faire une distinction entre les « capacités individuelles socialement dépendantes » et les « capacités collectives réelles ». Evans prête par ailleurs à Sen l'idée selon laquelle, la plupart des capacités individuelles sont simplement dépendantes du social, ce qui veut dire "les satisfactions obtenues dans... la vie d'un individu, mais qui, en termes de connections causales, *dépendent des interactions avec les autres*" (2002:85). Ainsi selon Evans, les capacités individuelles dépendent du contexte social. Mais ce contexte social dépend à son tour d'une "implication buissonnante et continue de la citoyenneté" (2002:55) par le biais d'une action collective des organisations politiques et des organisations de la société civile. Il prétend enfin que les individus les moins avantagés ne détiennent pas la capacité de s'impliquer dans l'action collective, précisément parce que certaines des capacités de base leur font défaut. Sans capacités de base, l'individu n'a pas entre les mains la possibilité d'être un acteur social.

Evans reprend ici une idée qui préside à beaucoup d'interventions de développement. En l'occurrence, l'objectif général de l'ONG que nous avons rencontrée s'inscrit dans cette idée, dans la mesure où elle essaie d'évoluer vers un large 'mouvement paysan' capable de résister à la pression d'autres groupes d'intérêt en agriculture, et de définir une politique de développement pro-paysan pour l'ensemble du pays. Le « projet oignons » suit bien dans cette ligne générale. L'idée centrale du projet que nous avons étudié est ce que Peter Evans aurait appelé un investissement dans les capacités collectives. Afin de permettre aux petits producteurs de pouvoir tirer profit de l'évolution des cours

depuis la dévaluation du franc CFA en 1993, il fut jugé nécessaire qu'ils soient organisés. De cette manière, ils pouvaient résister aux marchands, supposés mieux structurés dans le sous secteur de l'oignon :

“Avec leur pouvoir financier, les marchands achètent presque toute la production, souvent à un prix inférieur au coût de production, et la revendent à un prix dix fois supérieur. La persistance d'un tel système ferait que les petits paysans deviennent plus pauvres et les riches marchands encore plus riches. C'est pourquoi les représentants des producteurs de toute la province se sont réunis pendant trois jours avec l'aide d'un consultant belge, en vue de planifier des actions qui seraient exécutées dans les cinq années à venir, afin de corriger cette injustice”

(Rapport annuel, cité dans Abega & De Herdt, 2002 p.44)

### **1. Capabilités politiques et capacités collectives**

Prendre part à l'action collective est « fondamental « dans nos efforts pour imaginer ce que nous “avons raison de valoriser” » (Evans, 2002:57). Sen abonde aussi en ce sens :

*“...notre compréhension de ce que sont nos besoins et de quelles valeurs et priorités nous avons raison d'épouser dépend elle-même de notre interaction avec les autres et s'appuie sur la connaissance et le discernement qui ne peuvent être engendrés que par la discussion publique ouverte. En effet comme Evans l'affirme dans cet essai : ‘...cet impératif démocratique ne découle pas du fait que “la démocratie est aussi une bonne chose.” Il découle du fait qu'il n'est pas possible d'évaluer des indicateurs économiques sans débats et échanges bien organisés (Evans 2002:55). La démocratie est donc d'une grande importance pour le développement des capacités humaines. Ceci est central dans l'approche poursuivie dans *Le Développement en tant que Liberté*”(Sen 1999).*

Dans ce sens, le débat sur l'importance des capacités collectives comme partie intégrante de l'approche centrée sur les capacités doit être situé par rapport à la définition que donne Sen du développement, c'est-à-dire « un processus qui permet la manifestation des vraies libertés que les gens valorisent. Dans cette approche, l'expression des libertés est vue comme (1) la fin première et (2) l'outil principal du développement » (1999, p. 36). Le problème sous-jacent à cette assertion est que la 'fin' de la liberté est comprise ici au niveau de l'individu, tandis que, si nous accordons une certaine importance à l'action collective dans le processus du changement social, le 'moyen' d'obtenir la liberté doit être compris en premier lieu à un niveau supra-individuel. Si en effet les structures du "vivre ensemble"... déterminent non seulement les conditions de vie des individus d'aujourd'hui, mais ont aussi affecté les générations antérieures et affecteront les générations futures (Deneulin 2006), il devient alors crucial de comprendre comment ces structures évoluent et changent avec le temps, et, éventuellement, d'identifier les "capacités collectives" qui peuvent, ou non, façonner de telles structures afin d'avoir un impact sur la façon de vivre des individus.

Un autre élément intervient sur les capacités différentielles des individus à influencer la manière dont ces capacités collectives se déploient. Nous pouvons introduire ici le concept que Whitehead et Gray-Molina appellent 'capacités politiques'; c'est-à-dire "les ressources institutionnelles et organisationnelles ainsi que les idées collectives employées dans l'action politique" (2003, p. 32). Deux raisons distinctes justifient peut-être l'attention portée à ces capacités politiques. Whitehead et Gray-Molina insistent, eux, d'abord sur la raison *instrumentale* : ils pensent que "en mettant l'accent sur le processus politique plutôt que sur les individus ou les organisations, on tente de saisir les mécanismes politiques par lesquels des acteurs sociaux se transforment en agents engagés dans les processus de décisions, le lobbying, les débats et les négociations visant des résultats favorables aux pauvres" (2003: 33). Mais en second lieu, le fait que les capacités politiques constituent une partie déterminante

de l'agencéité est en soi déjà un élément *intrinsèquement* important (Sen 1999).

Notre étude de cas au Cameroun nous a donné à voir comment les capacités politiques des Mafa -et plus globalement des gens de la montagne- ont évolué au gré des évolutions de la sphère religieuse du Nord Cameroun. En effet, pendant la période coloniale, leur conversion au protestantisme –et dans une moindre mesure, au catholicisme- a constitué un moyen d'acquérir une identité qui les mettaient à égalité avec les adhérents de l'autre religion mondiale tout en leur permettant de revendiquer une identité culturelle différente des anciens chasseurs d'esclaves qu'étaient les Mandaras et Foulbés (Boutrais, 1984 ; Schilder, 1994 , Van Andel, 1996). A l'inverse, quand le Cameroun obtint son indépendance en 1960, une nouvelle ère se fit jour, y compris pour les 'kirdi'. Ahmadou Ahidjo, un jeune président musulman du nord, prit le pouvoir. Comme son poids (démocratique) politique dépendait de l'importance du groupe qu'il représentait, il prit soin de présenter la totalité de la Province du Nord comme musulmane. De cette manière, des millions de montagnards virent leurs possibilités limitées par une société musulmane qui sut tirer profit des structures nationales de l'Etat afin de renforcer son hégémonie sur le nord. Le régime d'Ahidjo réduisit même la mobilité des kirdi, leur interdisant d'aller au sud. La situation changea de nouveau radicalement avec l'arrivée au pouvoir en 1982 de l'actuel président, Paul Biya, chrétien et méridional..

## **2. L'agencéité collective : exercer sa voix**

Dans le sillage de ces réflexions, et en gardant en ligne de mire les politiques publiques pro-pauvres, nous allons tenter de donner plus de consistance aux interconnexions entre structure sociale et agencéité individuelle en explorant les deux propositions suivantes :

- *Les capacités politiques impliquent un engagement des individus sur le plan relationnel*



- *L'agencéité politique se réalise dans des arènes politiques multiples et à plusieurs niveaux.*

• ***Les capacités politiques impliquent un engagement des individus sur le plan relationnel***

Les capacités politiques telles que définies par Whitehead et Gray-Molina se distinguent des 'capacités participatives' ou des 'libertés politiques' de Sen (1999). Selon ces auteurs, les politiques pro-pauvres sont constituées de trois éléments : (i) les caractéristiques institutionnelles de l'Etat (qui déterminent les capacités participatives et les libertés politiques des individus), (ii) le contenu même des politiques pro-pauvres et enfin, (iii) les ressources organisationnelles des couches démunies, « par lesquelles des alliances à large échelle entre les pauvres et les non-pauvres mobilisent et cadrent leur action politique vis-à-vis de l'Etat » (Whitehead et Gray-Molina, 2003, p. 33).

En ce qui concerne les ressources organisationnelles des couches démunies, Appadurai décrit *la capacité d'exercer sa voix* comme une capacité culturelle, et pas seulement une vertu démocratique, « puisque pour que la voix ait un effet, elle doit être engagée dans des problématiques à caractère social, politique et économique en termes idéologiques, doctrinaires et normatifs crédibles et largement partagés par tous, même par les riches et ceux qui ont le pouvoir... Il n'y a aucun raccourci dans le processus d'empowerment –ou renforcement des capacités-. Il doit revêtir une certaine couleur culturelle locale afin de gagner en résonance, de mobiliser des adhérents et de s'installer dans l'espace du débat public » (Appadurai 2003, pp. 66-67).

En conséquence, l'attention sur les capacités politiques des pauvres doit aller au-delà des questions de planification institutionnelle et inclure une analyse de la manière dont l'action politique pro-pauvre cadre et se recadre avec les alliances aux non-pauvres. En fonction des circonstances historiques et des événements du moment, les pauvres et les non pauvres peuvent s'organiser au gré des clivages ethniques, régionaux, sexuels, religieux, professionnels, nationalistes, etc ; et

promouvoir un programme pro-pauvre en tirant argument d'une injustice qui affecterait à la fois les pauvres et les non-pauvres (Hickey et Bracking, 2005). C'est à ce moment que les 'pauvres' peuvent faire entendre leur voix sur le plan politique.

Les caractéristiques de l'Etat, le contenu des politiques et les ressources organisationnelles de la population constituent ensemble les déterminants des processus politiques pro-pauvres dans une société donnée. Les différentes formes de capacités se combinent alors : les libertés politiques et les droits civils sont des capacités individuelles socialement déterminées, dirait Sen. Une politique particulière peut, quant à elle, être catégorisée comme une capacité purement collective. Mais les capacités politiques telles que définies ci-dessus doivent se situer quelque part entre les deux. Ce qu'un individu peut réaliser sur le plan politique dépend de la manière dont il organise ses relations avec les autres. Les capacités politiques restent virtuelles chez un individu tant qu'il ne s'est pas *positionné* sur l'un ou l'autre bord d'une frontière socialement reconnue. Le dépositaire de la capacité n'est jamais l'individu ou une collectivité quelconque, mais plutôt une relation en perpétuelle évolution. En effet, l'agencéité politique, tout comme l'agencéité humaine en général, dépend étroitement de la capacité à impliquer les autres dans ses projets (Long 2001, p. 17). Inversement, cet enrôlement des autres suppose qu'on puisse être soi-même enrôlé. Dans un monde d'interdépendances, la libre agencéité n'est pas 'donnée', et l'on doit s'engager activement dans des activités à caractère social pour la réaliser. Comme le dit le sociologue allemand Georg Simmel : "La liberté n'est pas un être de solitude mais une réalisation sociale, non un état dans lequel se trouve un individu mais une situation relationnelle, librement entamée cependant, du point de vue de l'individu... A travers notre relation aux autres, la liberté apparaît comme un processus continu de libération de l'individu" (1999: 110).

*L'agencéité politique se réalise dans des arènes politiques multiples et à plusieurs niveaux.*

Bien que Whitehead et Gray-Molina montrent la complexité du processus politique en se basant sur la complexité du concept de capacités politiques, ils continuent de faire l'hypothèse "de politiques nationales et sub-nationales dans les nouvelles démocraties ayant des frontières passablement stables et des systèmes de prises de décision et d'exécution de politiques publiques plus ou moins cohérents" (2003, p. 33). Or, bien souvent on observe davantage des processus hétérogènes issus de productions de valeurs et de normes multiformes, et conduisant à des politiques publiques pas toujours concordantes. Ainsi, comme l'affirme Migdal "dans beaucoup de pays du Tiers Monde, plusieurs jeux peuvent être menés simultanément. Dans les sociétés qui s'organisent comme des réseaux, bien que le contrôle social soit fragmenté et hétérogène, cela n'implique pas du tout que les gens ne sont pas gouvernés; ils le sont certainement. Mais le système des valeurs n'est pas centralisé. Plusieurs 'formes de justice' opèrent de manière simultanée" (Migdal 1988, p. 39).

De façon concomitante, la politique s'exécute comme un processus complexe et continu impliquant des acteurs différents qui interagissent à différents moments et à différents endroits. Une manière de préciser cette image est de s'imaginer un arrangement social quelconque à trois niveaux liés mais conceptuellement distincts : toute organisation sociale peut être décrite comme un point de rencontre de réseaux sociaux, comme un ensemble de règles et comme une arène politique où ces mêmes règles sont en permanence interrogées, remises en question, contestées, imposées et acceptées (Bastiaensen et al. 2005).

**En premier lieu**, les arrangements sociaux ne se réalisent pas dans le vide, les gens ne se rencontrent pas par hasard. Puisque différents facteurs, qui peuvent varier de la distance physique à la manière dont le temps et l'espace sont organisés socialement, modèlent déjà les interactions sociales de différentes manières, les contacts sociaux sont

dès lors -jusqu'à un certain niveau- "arrangés", avant même qu'ils ne se produisent.

Les réorganisations et arrangements politiques successifs au Cameroun indépendant illustrent tout à fait notre propos. Les raisons invoquées par le régime Ahidjo pour limiter les libertés des montagnards étaient en gros les mêmes que celles évoquées par les gouvernements européens actuels pour empêcher la libre circulation des 'étrangers illégaux'. La réponse politique fut elle aussi identique: l'accès étant limité, les prétendus 'vagabonds' étaient arrêtés et renvoyés chez eux. De cette manière, le centre du pouvoir fut à même de présenter la partie septentrionale, soit un bon tiers du pays, comme entièrement musulman. Ceci ne veut pas dire que les gens des montagnes étaient totalement privés de place dans la société Camerounaise au sens large. Cela signifie simplement que cette place dépendait de leur conversion publique à l'islam.

La situation changea drastiquement avec la fin du régime Ahidjo en 1982, quand l'actuel président, Paul Biya, chrétien et méridional, prit le pouvoir: dès ce moment, la plupart des 'kirdi' devinrent les alliés naturels du parti au pouvoir (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, RPDC), *par opposition* au régime précédent, dominé par les musulmans. Une manière plutôt facile pour le régime de se créer un espace politique fut de diviser la province du Nord en trois. De cette façon, la Province de l'Extrême-Nord, où les 'kirdi' constituaient la majorité démographique, eut sa 'propre'<sup>4</sup> voix' dans l'espace national, affaiblissant ainsi considérablement l'importance des provinces du Nord et de l'Adamaoua, dominées par les Foulbé. Le changement spectaculaire qui en résulta est, pour cela, identifiable à travers les noms portés par les administrateurs du Cameroun septentrional:

---

<sup>4</sup> De plus, cette tactique n'est ni neuve, ni limitée au niveau provincial. Les français l'avait déjà appliquée en 1920 afin d'ouvrir l'espace politique aux non-fulbe. Et même dans les Monts Mandara, le 'vieux' canton de Koza a été subdivisé en quatre après l'indépendance, renversant ainsi le pouvoir des vieux chefs coutumiers (*lamidos*) qui avaient collaboré avec les colonisateurs.

‘chrétiens’ et ‘non-identifiables’ dominant maintenant l’appareil de l’Etat dans le nord. Le ‘lamido’ ou chef traditionnel de Moskota incarne ce courant du changement de la façon la plus extraordinaire: après s’être converti à l’Islam à la fin des années soixante, sans doute en réponse aux pressions politiques de cette époque, il décida au milieu des années quatre-vingt-dix de fermer la mosquée et la transforma en étable pour les ânes. Les élections de 1991 furent aussi précédées par une campagne massive en vue d’assurer aux kirdi l’accès à la carte nationale d’identité et par là, à la citoyenneté et au droit de vote. C’est l’un des éléments majeurs qui expliquent la défaite de l’UNDP (Union pour la démocratie et le progrès), parti dominé par des musulmans.

Cependant, les choses se sont un peu plus compliquées depuis lors. Il serait déraisonnable pour un gouvernement de se détacher entièrement d’un acteur collectif bien structuré et plus âgé que l’Etat lui-même, et pouvant jouer un rôle tant au niveau national qu’international. En jouant sur le soi-disant axe ‘nord-sud’ au niveau national, le régime se donne le moyen de contrer la ‘véritable’ opposition politique de la partie ouest anglophone du Cameroun. Au niveau international, le Cameroun doit non seulement tenir compte de l’instabilité potentielle du Nigéria et du Tchad, deux pays voisins où la religion est un facteur clé et joue un rôle politique de plus en plus important. Le Cameroun peut aussi jouer de son “islamité” dans la négociation d’une aide au développement avec les pays arabes et des organisations telles la Banque africaine de développement (BAD) et l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), institutions au sein desquelles ces pays sont très influents. Les stratèges du RDPC ont du tenir compte de ces considérations, surtout lors de l’élaboration d’une stratégie en vue de gagner les élections législatives et municipales de 2002.

**Toutefois**, il est important d’ajouter que la politique n’est pas tant concentrée dans des institutions "distinctes" que dans les différentes structures périphériques qui entourent n’importe quel arrangement institutionnel. La politique est omniprésente là où des acteurs sociaux

interagissent sur des problèmes d'intérêt commun (Bierschenk & Olivier de Sardan 1997, p. 240).

Notre présence à Moskota en 2002, juste quelques mois après les élections de 2002, nous a permis d'observer cette stratégie 'd'en bas'. En fait, les élections ont créé un problème important dans le village : La population, ou tout au moins l'élite était divisée, et certains craignaient même que la situation ne leur échappe. Les élections législatives représentèrent un tournant important pour Moskota, puisque son député, un instituteur directeur d'école, se retrouva 'soudain' hors de l'Assemblée nationale à l'issue du vote.

“ Ma destitution a été décidée parce que le comité local du RDPC a jugé nécessaire de réintégrer les Mandara dans le jeu politique. Jusque là, ils avaient été exclus parce qu'ils étaient musulmans et constituaient une minorité dans la région, comparés aux Mafa. Ils représentaient l'ennemi héréditaire contre lequel des générations d'anciens avaient combattu, et contre lequel certains gardent encore une dette de sang et d'amers souvenirs. Pendant un moment les Mafa ont eu l'illusion qu'une page avait été tournée mais maintenant les Mandara ont été réintégrés. Le comité local du RDPC voulait leur donner le poste de maire. L'ancien maire, un Mafa, prenait le poste d'adjoint, que j'avais occupé moi-même avant les élections. C'est pourquoi le chef coutumier Mandara, habillé en costume traditionnel, demanda de voter pour le RDPC. Moi-même je me suis allié au Social Démocratique Front (SDF), parti d'opposition, mais la liste de ce parti fut rejetée, chose que j'attribue à certaines manœuvres évidentes.” (Directeur d'école)

D'autres prétendent que la liste du SDF fut rejetée, non à cause des manoeuvres frauduleuses, mais parce qu'elle était conduite par un candidat encore inscrit dans un autre parti (apparemment, le directeur d'école n'avait pas officiellement démissionné de son poste de député du RDPC). En fait, les élections de 2002 transformèrent le Cameroun en un parti-état, non seulement dans le district de Moskota mais dans

l'ensemble du pays. Ce qui nous intéresse cependant ici est ce qui peut en être déduit à propos des capacités politiques des montagnards.

Nous pouvons conclure de cette histoire que l'agencité politique des Mafa est réalisée à travers trois parties d'échecs qui se jouent au même moment. Il y a d'abord le jeu des marchandages sur l'échiquier national lui-même, défini par la logique des politiques nationales et internationales, et qui impose d'élargir la base du parti de façon à inclure la 'voix' prépondérante, surtout celle qui est inscrite dans les partis d'opposition. Cette 'voix' peut en partie être simplement achetée, et il y a assez de preuves pour montrer que ceci a effectivement eu lieu. Mais cette 'voix' peut aussi en partie être acquise par l'attribution des postes politiques. Pour conserver le pouvoir et maintenir l'activisme des voix Mafa au sein de l'Assemblée nationale, on doit aussi accorder un peu d'espace même aux adversaires au sein du même parti.

Une deuxième partie se joue à l'intérieur de *la structure interne* des 'montagnards'. Tenant compte de leur poids démographique, les Mafa seront toujours mieux représentés que les Mandara dans les structures politiques. Mais précisément, dans un tel contexte, la question la plus importante ne se pose pas sur le plan interethnique, mais à un niveau intraethnique : qui sera le meilleur représentant des Mafa ? Il s'ensuit une compétition entre les élites et des problèmes de négociation, dont la solution, comme nous avons pu le constater, ne se trouve pas toujours dans la coopération.

Le troisième échiquier concentre le jeu contre les *détenteurs du pouvoir dans d'autres sphères*, dans d'autres 'systèmes de justice' comme Joel Migdal les appellerait. L'ancien député a mentionné le rôle du chef Mandara dans la campagne du RDPC. La présence du 'Prince', le fils d'un ancien chef Mafa sur la liste du SDF révèle un tel enchevêtrement des pouvoirs. Il existe aussi une relation visible entre la liste du SDF et l'église protestante, ou pour être plus précis, la chorale de l'église protestante. Au niveau local précisément, ce troisième niveau est tout-à-fait remarquable puisque les gens se rencontrent à diverses occasions et entretiennent diverses relations interpersonnelles. Ainsi, le caractère multiforme des interactions au niveau local permet

de comprendre comment des conflits qui ont émergé dans un domaine peuvent aisément se répandre dans un autre, avec une tendance à alimenter des rumeurs et des accusations de toutes sortes (Bierschenk & Olivier de Sardan, 1998:41). C'est à cette tension que nous étions confrontés au moment où nous visitons le village.

Une autre conclusion qui découle de ce qui précède est que l'impact final des élections de 2002 sur les capacités politiques des Mafa n'est pas du tout certain. Beaucoup d'entre eux perdirent les élections, il est vrai, mais les Mafa appartenant au RDPC les gagnèrent, et en effet, certains d'entre eux n'étaient pas alliés aux chefs coutumiers Mafa. Ce qui est clair, de toute évidence, c'est que, en comparaison avec la situation des années '90, le contexte a évolué d'une situation où les clivages ethniques, religieux et politiques coïncidaient vers une nouvelle où ces clivages ne se superposent plus. Les stratégies pro-pauvres doivent donc s'adapter à cette nouvelle donne, et passer du modèle de la confrontation à celui de l'intégration. Il est inhérent dans les alliances avec les non-pauvres que l'agenda des 'pauvres' n'est plus directement visible. Mais il reste à voir si tout cela annonce de bonnes nouvelles pour les Mafa.

**Enfin**, les capacités politiques ne doivent pas seulement être évaluées à l'aune de voix exprimées de manière effective à des moments particuliers où il faut prendre une décision. La faculté des acteurs à ne pas agir, à garder le silence ou à s'accorder avec des propositions émises par d'autres ne doit pas être interprétée en termes de contrainte mais plutôt comprise sous le prisme de ce que Agarwal (1997) appelle le comportement dissimulé, action menée selon des procédés alternatifs mais liés, et qui peut modifier ou redresser partiellement le résultat d'une décision publique dans une arène particulière (Scott 1990).

Le Programme d'Ajustement Structurel, lancé par le gouvernement durant les années 80 et renforcé par la dévaluation subséquente du franc CFA durant les années 90, peut servir comme cas d'espèce pour



illustrer ce propos. En apparence, la période de l'Ajustement Structurel fut une vitrine d'opportunités pour la région, ou du moins pour les producteurs d'oignons. Si le Cameroun importait encore 3067 tonnes d'oignons des pays européens en 1989/90, en 1995/96 ce flux a pratiquement tari (184 tonnes) (Mamtsaï, 1998). Tout au contraire, dans la même année, près de 5000 tonnes furent exportées vers les pays africains voisins comme le Gabon, le Nigeria, le Tchad, le Congo-Brazaville et la République Centrafricaine. Ce changement dans les chiffres d'import/export trahit une modification des données de la grille des revenus à l'avantage des régions productrices d'oignons<sup>5</sup>. Ce succès ne se limite pas seulement à une simple variation des cours. Le secteur privé en particulier a commencé à s'intéresser à certains produits d'exportation non traditionnels, parmi lesquels les oignons. AGROCOM est alors fondée en tant qu'association des entrepreneurs privés (du port) de Douala. Très vite, un lien va se créer avec les producteurs d'oignons de la province du Nord, par le biais de la 'Coopérative Tigné', financée par des fonds français d'appui au développement. Quelques années plus tard, la province d'Extrême Nord suit, avec la création de FEDPRODEX, une Fédération des Producteurs d'Oignons, financée par des fonds de l'Union Européenne et canadiens. C'est à ce moment que 'notre' ONG entre en scène : au motif que FEPRODEX sert principalement les intérêts des riches, elle projette d'aménager plus d'espace en son sein pour les petits producteurs d'oignons, présentés comme incapables d'écouler leur propre production.

Dans les milieux scolarisés du Cameroun, on se souvient surtout du Programme d'Ajustement Structurel comme d'une période de sous-emploi et de désengagement de l'Etat dans le domaine économique. Dans le cas de Moskota, le désengagement de l'état se traduisit surtout dans le domaine de l'éducation et par une restructuration majeure de

---

<sup>5</sup>Pour la localité enquêtée plus précisément, le dynamisme amené par les oignons était visible, jusque dans les modèles de migration qu'il provoquait. Comme déjà mentionné ci-dessus, le fait que les gens de Moskota ont été capables de produire des oignons dans la vallée dominée par les Mandara, a finalement été une occasion de descendre aux pieds des collines et de s'intégrer complètement à la société Camerounaise.

l'industrie cotonnière, aujourd'hui partiellement privatisée. Beaucoup de gens perdirent leur emploi et retournèrent à la culture du coton. En pratique, ils ne changèrent pas de travail aussi souvent qu'on pourrait l'imaginer: ils s'investissaient aussi dans leur précédent emploi dans un réseau spécifique les reliant au monde extérieur. Ainsi, grâce à ce réseau, ils devinrent par exemple des leaders "paysans" à la tête des 'groupes d'entraide' des planteurs de coton<sup>6</sup>. De même, le président de FEPRODEX n'était pas lui-même un producteur d'oignons, mais un ancien agent de l'Etat travaillant au Ministère de l'Agriculture. De cette façon, bien que le PAS promettait d'être avantageux pour les paysans, dans les faits les « perdants » urbains de l'ajustement ont récupéré la plupart des gains destinés aux paysans.

### **Deuxième Partie : le besoin d'une compréhension plus qualitative du processus et des dynamiques multidimensionnelles de la pauvreté pour la définition de politiques publiques**

En centrant notre attention sur l'amélioration des opportunités de participation et de conquête des voix pour engager ceux qui sont jusque là des désavantagés et des démunis dans le processus politique (Bardhan 2002), nous adoptons une compréhension surtout qualitative tant des modes de production de la pauvreté que des possibilités de la réduire.

Dans la perspective de la compréhension des capacités et de l'agencité collective comme instruments de définition de politiques publiques pour la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'approche qualitative des processus et des dynamiques complexes de la pauvreté passe par la compréhension des arrangements sociaux locaux ainsi que de la trajectoire des Etats.

---

<sup>6</sup> De tels groupes d'entraide avaient été promus par la compagnie cotonnière elle-même, comme une manière de sous-traiter ses risques de production.

### **1. Comprendre les arrangements sociaux locaux**

Si, comme le prétend Appadurai, la voix doit prendre une forme locale pour occuper l'espace public du débat, notre réflexion sur les opportunités de l'exercice de sa 'voix' et des possibilités de 'sortir' d'un engagement (Hirschman 1970) doit cultiver cette même sensibilité locale. La voix et les stratégies de 'sortie' ne peuvent être détachées du contexte dans lequel les gens évoluent. Sen lui-même est loin de nier l'importance des arrangements sociaux qui peuvent permettre de réaliser ce que les gens trouvent important de valoriser. Il souligne le caractère 'profondément social' des personnes (Sen 2002, p. 81). Cependant, en dernier ressort, il conceptualise l'individu comme distinct de l'environnement qui agit sur lui (Townsend, 1985, p. 668 ; Zimmerman, 2005).

L'approche théorique des capacités complique le concept de « faisceau de contraintes » dans la perspective de permettre une meilleure compréhension des différentes circonstances dans lesquelles un individu évolue. Mais elle continue de présenter « l'individuel » et le « circonstanciel » comme des entités stables et conceptuellement séparées. Sen pense que cette manière de procéder ne doit pas être considérée comme une *négation* de la complexité des structures socio-économiques, mais précisément comme la reconnaissance d'une telle complexité : "après avoir reconnu et pris en considération la diversité reconnue des classes, de la propriété et du travail, nous devons aller bien au-delà pour saisir d'autres diversités qui influencent les vies que nous menons et les libertés dont nous jouissons" (Sen 1992, p. 121). Précisément, soutient-il, à cause de cette complexité, nous devons nous concentrer sur le résultat final en termes de bien-être individuel. Pour autant, ce point de vue pose problème dans la mesure où certains aspects du bien-être individuel risquent de devenir virtuels si on les sépare de leur contexte social. Et pour cause, les gens n'acquièrent des capacités politiques qu'après s'être identifiés à un groupe social reconnu. Ils réalisent leur liberté au prix d'un engagement social. Ce prix peut être sévère, comme le montre l'exemple du directeur de l'école cité ci-dessus.

Autre élément qui se situe au cœur des arrangements locaux, l'agencéité de l'ONG doit être saisie à travers ses performances. Il est évident que les capacités politiques de l'ONG étaient faibles tant dans ses négociations avec les bailleurs de fonds, que dans ses relations avec les prétendus bénéficiaires du projet. Ni l'ONG, ni les représentants de la localité n'ont matérialisé leur agencéité par la voix. Ils ont plutôt choisi d'explorer le jeu complet des stratégies entre la 'voix' et 'la sortie', en fonction de la position stratégique qu'ils occupaient dans le réseau les liant aux différentes arènes politiques qui étaient partiellement ou complètement invisibles à des observateurs externes et constituent pourtant autant d'arènes locales où d'autres versions du projet sont exécutées.

## **2. Saisir les traditions et les trajectoires politiques des Etats**

Pour illustrer l'importance de la prise en compte des traditions et trajectoires politiques des Etats, examinons d'abord l'association que fait Sen entre le type de régime politique et le modèle de développement ; association autrement appelée 'complexité politique' (Sen 1983). En argumentant en termes de capacités sur les avantages et désavantages de la démocratie indienne et de la Chine sous Mao, Sen démontre comment la démocratie indienne fut un moyen plus efficace de prévention des famines, alors que la Chine de Mao échoua systématiquement sur ce point-là. Cependant l'attribution du succès anti-famine indien à d'autres sortes de libertés politiques, économiques et civiles a été récemment décrite, notamment par De Waal (1996) qui met en évidence comment les politiques anti-famine, tout comme n'importe quel autre type de politique, sont reliées aux traditions politiques et aux parcours d'Etats particuliers plutôt qu'*absolument* à leur niveau actuel de démocratie. De Waal montre en particulier, comment les mesures anti-famine indiennes ne peuvent être dissociées de la rhétorique et du programme politique du combat nationaliste anti-

colonial, comme une preuve que l'Inde indépendante réussissait là où la colonie Britannique avait échoué.

L'assertion de De Waal illustre fort à propos notre première proposition: 'l'espace public' autour des politiques de l'Inde indépendante n'est pas seulement structuré par les droits formels qu'ont les gens d'exprimer librement leurs opinions et de voter ; il est structuré d'une façon significative aussi bien par l'agenda et les alliances politiques préexistants que par une série de principes moraux servant à interpréter la réalité.

Cet ensemble constitue 'les traditions et trajectoires politiques' d'Etats particuliers. Il n'est pas dans le pouvoir d'un individu de déterminer l'agenda, de structurer les acteurs stratégiques et d'imposer un cadre discursif particulier. Même dans d'autres cadres de démocratie complètement ouverts, les acteurs individuels ne peuvent exercer d'action et développer une stratégie que dans les contours de la structure sociale de prise de décision publique<sup>7</sup>. Au fil de cette contribution, nous avons décrit comment la simple subdivision de la province 'Nord' en trois provinces a pu jouer en faveur des montagnards dans l'actuelle province Extrême Nord, même dans le contexte plus large d'une démocratie défailante qu'est le Cameroun.

Pour autant, il serait erroné de dire que les démocraties n'influencent pas les résultats, les structures des alliances et des parties en conflit, ou le discours des participants. Elles le font clairement, mais pas toujours dans le sens des versions récentes des « complexités politiques » de Sen (Sen 1983). En effet, dans son analyse initiale, Sen met en évidence, d'un point de vue historique, les mauvais résultats de

---

<sup>7</sup> De ce point de vue, une action individuelle complètement 'libre' n'existe pas. Des limites à notre pensée et à notre action sont inévitables à partir du moment où cette 'pensée' et cette 'action' sont inévitablement exercées en réponse aux- et en échange avec les autres. Il y a donc clairement une certaine vérité dans l'argument selon lequel le penser et l'agir sont le fait de collectivités plutôt que d'individus (Douglas, 1987).

l'Inde en comparaison avec la Chine, en ce qui concerne la privation systématique de capacités comme effets de la malnutrition ou de l'analphabétisme. Si la Chine de Mao était tout sauf réputée pour son soutien aux libertés politiques, comment expliquer alors ses résultats en matière de développement humain ? L'absence de libertés politiques en Chine ne signifie pas qu'il n'y avait pas de débat sur les politiques publiques ; les participants différaient, leurs stratégies différaient et leur public différait. Aucune de ces différences n'implique automatiquement 'moins' d'intérêt pour la privation, seulement un intérêt 'différent'. Il existe en effet une preuve que, contrairement aux démocraties, dans la mesure où les régimes autoritaires n'envisagent pas la possibilité d'être éliminés par le vote après les prochaines élections, ils sont plus enclins à inscrire dans leur agenda des problèmes qui pourraient être jugés trop coûteux ou moins avantageux à court terme, mais plus efficaces à long terme, comparés aux démocraties (Varshney, 2002). En fin de compte la Chine de Mao prouve sans doute que même si elle a historiquement de mauvais résultats en termes de démocratisation politique au niveau national, comme l'avance Sen, son investissement dans l'alphabétisation et la santé peuvent probablement avoir augmenté l'agencéité des femmes vis-à-vis de leurs parents proches, au point de créer une base volontariste pour appuyer la politique officielle et non volontariste de l'enfant unique et en expliquer ainsi pour une bonne part l'efficacité (Sen 1999:220-1).

### **Conclusion**

Notre travail de terrain auprès des habitants de Moskota nous permet d'illustrer quelques pièges des interventions contre la pauvreté. Whitehead et Gray-Molina localisent ces derniers à l'intersection des caractéristiques du régime politique, des politiques publiques pro-pauvres et des capacités politiques. Ces éléments font respectivement référence à des capacités individuelles socialement dépendantes, des capacités collectives et à ce qu'on pourrait appeler des capacités

relationnelles. La trajectoire politique récente des Mafa permet d'illustrer le rôle joué par chacun de ces éléments.

Même si le caractère démocratique du régime politique au Cameroun peut être critiqué sur différents points, il a certainement progressé en ce qui concerne les Montagnards: ceux-ci ont été littéralement l'objet d'une découverte aussi bien comme citoyens, que comme importants pourvoyeurs de suffrages au cours des dernières décennies. De plus, cet approfondissement de la démocratie en termes de droits formels ne peut être détaché d'un changement dans l'entrecroisement des réseaux ethniques, religieux, géographiques et de développement. Les capacités politiques des montagnards paraissent ainsi plutôt dépendre de l'évolution des relations qu'ils peuvent entretenir avec d'autres que de leurs seuls droits politiques formels - sans même parler de leurs droits fonciers par exemple, qui n'existent pratiquement pas de manière formelle.

Une attention particulière à l'interface entre l'intervention externe et les arènes politiques locales, leurs problèmes et leurs protagonistes nous entraîne de fait vers une discussion sur les pratiques plus que sur l'objet du développement (Pritchett & Woolcock 2004). Si en effet la lutte contre la pauvreté se mène au niveau local, ceci devrait impliquer que les gestionnaires de projets soient bien informés, travaillent sur le terrain et soient capables de s'investir d'une façon permanente dans une gestion fine de l'interface sociale locale que nous avons décrite. Une autre implication est qu'il ne faut probablement pas s'attendre à ce que des intervenants externes atteignent des résultats valables en l'espace de quelques années. Il est à craindre que la notion d'engagement permanent ne doive être prise au sens littéral. Cela pourrait aussi être l'une des alternatives les plus crédibles pour s'affirmer en tant qu'acteur politique local important. Pour autant, nous reconnaissons aussi la nécessité d'efforts externes périodiques pour 'évaluer' et 'assurer le suivi' des programmes et politiques publiques. Au contraire, l'introduction dans le processus d'un regard et de données externes à l'interface peut se révéler utile en permettant aux agents de développement local de se distancier un peu de leur

position et de reconsidérer les dilemmes et paradoxes auxquels ils sont confrontés en gérant l'espace politique autour du projet.

### **Bibliographie**

Abega, S. and T. De Herdt (2002) *L'Oignon, Courtier du Développement?*, unpublished Ms., IOB-UA, Antwerp

Africa Confidential (2002) 'Winning Biya Mile', *Africa Confidential*, 43 (17) (30 August), pp. 1-2.

Agarwal, B. (1997) 'Bargaining and gender relations: Eithin and beyond the household', *Feminist Economics*, 3 (1), pp. 1-51

Appadurai A. (2003) 'The Capacity to Aspire' in Rao, V. and M. Walton (eds.), *Culture and Public Action*, The World Bank, Washington DC, pp. 59-84

Bardhan P. (2002) 'Decentralization of governance and development', *Journal of Economic Perspectives*, 16(4), pp. 185-205

Bierschenk, T. and J.-P. Olivier de Sardan (1997), 'ECRIS: Rapid Collective Inquiry for the Identification of Conflicts and Strategic Groups', *Human Organization*, 56 (2), pp. 238-44

Bierschenk, T., J.-P. Chauveau and J.-P. Olivier de Sardan (2000) *Courtiers en Développement: Les Villages Africains en Quête de Projets*, Karthala, Paris

Bierschenk, T., J.-P. Olivier de Sardan (2003) "Powers in the village: rural Benin between democratization and decentralization" *Africa*, 73 (2), pp. 145-73

Boutrais, J. et al. (1984) *Le Nord du Cameroun: Des Hommes, une Région*, Orstom, Paris

Cleaver, F., (2001) 'Institutions, Agency and the Limitations of Participatory Approaches to Development' in Cooke, B. and U. Kothari (eds.), *Participation: The New Tyranny?*, Zed Books Ltd., London-New York

De Herdt, T. and J. Bastiaensen, (2004a) 'Aid as an encounter at the local-global interface: The complexity of the global fight against poverty', *Third World Quarterly*, 25 (5), pp. 871-85.



De Herdt, T. and J.Bastiaensen (2004b) 'Towards a local socio-institutional analysis of anti-poverty interventions: A critical review of methods and researchers', *IOB-UA Discussion Paper 2004-4*

Deneulin, S. (2006) *The Capability Approach and the Praxis of Development*, Palgrave/MacMillan, London

De Waal, A. (2002) *Famine Crimes: Politics and the Disaster Relief Industry in Africa*, African Rights, London

Douglas, M. (1987) *How Institutions Think*, Routledge and Kegan Paul, London

Evans, P.L. (2002) 'Collective capabilities, culture, and Amartya Sen's Development as Freedom', *Studies in Comparative International Development*, 37 (2), pp. 54-60

Government of Cameroon (2002) *Living conditions and poverty profile in Cameroon in 2001*, Bureau of Statistics and National Accounts Ministry of Economy and Finance, Yaounde

Hickey, S. and Bracking, S. (2005), 'Exploring the politics of chronic poverty: From representation to a politics of justice?', *World Development*, 33(6), pp. 851-65

Hilhorst, D. (2003) *The Real World of NGOs*, Zed Books, London

Lavigne Delville, P. and M. Mathieu (2000) 'Donner corps aux ambitions: Le diagnostic participatif comme enjeu de pouvoir et comme processus social', in Lavigne Delville, P., N-E. Sellamna and M. Mathieu (eds) *Les Enquêtes Participatives en Débat*, Editions Karthala, ICRA et GRET, Paris

Hirschman, A.O. (1970) *Exit, Voice, and loyalty* Harvard University Press, Harvard.

Long, N. (2001) *Development Sociology: Actor Perspectives*, Routledge, London

Long, C., (2001) *Participation of the Poor in Development Initiatives: Taking their Rightful Place*, Earthscan Publications Ltd, New York

Maresca, S. (1983) *Les Dirigeants Paysans*, Paris: Editions de Minuit

Migdal, J.S. (1988) *Strong Societies and Weak States: State–Society Relations and State Capabilities in the Third World*, Princeton University Press, Princeton NJ

Mosse, D. (2001) ‘People’s knowledge, participation and patronage: Operations and representations in rural development’, in B. Cooke and U. Kothari (eds) *Participation: The New Tyranny?*, Zed Books, London

Mosse, D. (2004) ‘Is good policy unimplementable? Reflections on the ethnography of aid policy and practice’, *Development and Change*, 35(4), pp. 639–671

Müller-Kosack, G. (2001) *Die Mafa im Spiegel ihrer oralen Literatur; eine Monographie aus der Sicht von Frauen*, Rüdiger Köppe Verlag, Köln

North, D.C. (1990) *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge

O’Neil, O. (2001) ‘Agents of Justice’, *Metaphilosophy*, 32(1/2), pp. 180-95

Olivier de Sardan, J-P. (2004) *Anthropology and Development: Understanding Contemporary Social Change*, Zed Books, London

Pritchett, N. and M. Woolcock (2004) ‘Solutions when the solution is the problem: Arraying the disarray in development’, *World Development*, 32(2), pp. 191-212

Schilder, K. (1994) *Quest for Self-Esteem: State, Islam and Mundang Ethnicity in Northern Cameroon*, Africa Research Centre, Leiden

Scott, J.S. (1990) *Domination and the Arts of Resistance—Hidden Transcripts*, Yale University Press, New Haven CT

Sen, A.K. (1983) ‘Development: Which Way Now?’, *Economic Journal*, 93, pp. 745-762

\_\_\_\_\_ (1992) *Inequality Re-Examined*, Russel Sage Foundation, New York

\_\_\_\_\_ (1999) *Development as Freedom*, Oxford University Press, New York

\_\_\_\_\_ (2002) ‘Response to commentaries’, *Studies in Comparative International Development*, 37 (2), pp. 78-86

Simmel, G. (1908) *Soziologie - Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung*, Duncker and Humblot, Berlin

Thomas, A., J. Chataway and M. Wuyts (eds) (1998) *Finding out fast: Investigative Skills for Policy and Development*, Sage Publications, London

Tilly, C. (1998) *Durable Inequality* University of California Press, Berkeley

\_\_\_\_\_ (2006) 'Poverty and the politics of exclusion', Background Paper for the World Bank Study Moving Out of Poverty, unedited Ms.

Townsend, P. (1985) 'A sociological approach to the measurement of poverty: A rejoinder to Prof. Amartya Sen', *Oxford Economic Papers*, 37

Varshney, A. (1999) 'Democracy and Poverty', Paper for the Conference on World Development Report 2000, Castle Donnington, England

Van Andel, A. (1996) *Changing security: Livelihood in de Mandara Mountains region in North Cameroon*. Leiden, African Studies Centre, ASC Research Report n° 57

Whitehead, L. and Gray-Molina, G. (2003) 'Political capabilities over the long run', in P. Houtzager and M. Moore (eds), *Changing Paths: International Development and the New Politics of Inclusion*, University of Michigan Press, Ann Arbor

Zimmerman, B. (2005) 'Pragmatism and the capability approach: Challenges in social theory and empirical research', *European Journal of Social Theory*, 9 (4), pp. 467-484

